

## **L'anthropologie dans la stratégie : propositions**

Yvan Simonis

Volume 7, numéro 1, 1983

Guerres et stratégies

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/006113ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/006113ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (imprimé)

1703-7921 (numérique)

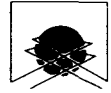
[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Simonis, Y. (1983). L'anthropologie dans la stratégie : propositions. *Anthropologie et Sociétés*, 7(1), 97–114. <https://doi.org/10.7202/006113ar>

# L'ANTHROPOLOGIE DANS LA STRATÉGIE propositions

---



**Yvan Simonis**  
Département d'anthropologie  
Université Laval

Gregory Bateson (1946a, 1946b, 1947) et Margaret Mead (1937, 1942a, 1942b, 1962) ont joué un rôle primordial dans le développement des recherches anthropologiques sur la paix et la guerre. Les années 40 et 50 ont vu l'émergence aux États-Unis d'une anthropologie appliquée aux problèmes internationaux et à l'étude des moyens de résoudre les conflits. Margaret Mead plus que tous a éveillé les anthropologues, et bien d'autres, à l'intérêt de la compréhension anthropologique des situations de conflit et de leur résolution.

Dans les années 40 et au début des années 50, une quantité énorme de temps, d'application, d'efforts et d'argent a été consacrée à la recherche et au développement d'une spécialisation de l'anthropologie appliquée : l'utilisation de l'anthropologie dans des situations de conflit. Le manque de toute disposition de la part des responsables des relations internationales ou de ceux qui s'occupent des conflits internationaux, pour utiliser ces résultats et ces recherches a abouti à une décade de mauvais usage, d'occasions ratées, de dispersion de personnel et de pertes d'experts. L'utilisation appropriée des anthropologues dans ce domaine complexe et désespérément important est de les insérer dans des équipes. La compréhension par les membres d'autres disciplines de ce que l'anthropologie peut apporter et la compréhension des autres disciplines par les anthropologues sont toutes les deux essentielles à une recherche productive (notre traduction).

Mead et Métraux 1965: 133

Margaret Mead et Rhoda Métraux traçaient ainsi le bilan un peu déçu des occasions manquées de promouvoir l'anthropologie sur un des grands thèmes interdisciplinaires des sciences sociales appliquées aux États-Unis de cette époque, celui des conflits et de leurs solutions<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Il faut dire que M. Mead était bien préparée à cet engagement. Elle avait édité avant la guerre *Cooperation and Competition Among Primitive Peoples* (1937) et s'est retrouvée très active pendant la guerre dans les services psychologiques de l'armée américaine, notamment en Angleterre.

Depuis lors les débats se sont développés aux États-Unis, puis en Angleterre et ailleurs. La coutume est bien établie aux États-Unis des rencontres interdisciplinaires sur le thème du conflit, de la violence et de la guerre et les anthropologues y sont actifs. On se fera une idée de la variété des points de vue par le tableau ci-joint présenté à Chicago en 1973 aux rencontres organisées par les anthropologues sur le thème de la guerre et de l'agression, des conflits et de leurs solutions. C'est rarement le cas dans d'autres pays où les anthropologues pourtant s'intéressent de plus en plus au thème de la guerre. Le livre édité récemment par J. Bazin et E. Terray (1982), *Guerres de lignages et guerres d'États en Afrique*, ouvre largement la porte aux préoccupations des anthropologues francophones dans ce domaine.

Nous ferons cependant un détour pour revenir à l'anthropologie de la guerre. Les problèmes actuels des sociétés industrialisées nous feront voir que la présence de l'anthropologue dans ces débats est pertinente aujourd'hui. Nous n'avons ni l'intention ni le moyen de résumer et de présenter les très nombreuses publications des anthropologues sur la guerre. Nous n'en retiendrons donc que quelques-unes pour nous situer au plus vite à la frontière de plusieurs disciplines et débattre sur le fond.

#### ▣ De la violence privée à l'État en passant par l'armée

La Grèce ancienne (du VIIe au IVe siècle), telle qu'en parlent J.P. Vernant, M. Detienne, P. Vidal-Naquet, N. Loraux et plusieurs autres auteurs français contemporains, présente un exemple privilégié à la réflexion sur la guerre et la stratégie. Nous nous limiterons ici à l'ouvrage édité en 1968 par J.P. Vernant et al. sur *Les Problèmes de la guerre en Grèce ancienne*. On s'y trouve à un carrefour historique où l'essentiel des enjeux de la réflexion anthropologique appliquée à des sociétés actuelles (industrialisées ou non) nous semble déjà présent. Un carrefour où se marquent le passage à l'État (la Cité), les droits de citoyens égaux et les ambiguïtés liées aux rapports du pouvoir et de l'armée. C'est l'époque où l'on passe des organisations lignagères et villageoises à la Cité, où la technique militaire (sur terre) se transforme et inspire l'émergence de citoyens égaux regroupés en phalanges hoplitiques, où le rapport des hommes et des femmes se transforme également. On est aux confins des changements des relations entre la guerre, la fête, le rite, les mariages. Et puis vers la fin de cette période, le poids des techniques militaires (de la marine) fait éclater la primauté des hoplites et réapparaître les groupes de militaires spécialisés provoquant une crise de la réflexion grecque sur la Cité, déjà bien illustrée par les œuvres de Platon (*La République* et *Les Lois* et le *Lachès*).

Tant que n'a pas encore été fondée une organisation judiciaire comme celle que la *Polis* mettra en place pour arbitrer et régler au nom de l'État les rapports entre les divers groupes familiaux, il n'existe pas de frontière nette séparant la vengeance privée et la guerre au sens propre. Entre des vengeurs partant en représailles pour faire payer un crime

TABLEAU

La guerre : classification des principales hypothèses d'explication et leurs conséquences

Hypothèses Niveaux d'analyse	Déterminisme Strict	Causalité Limitée	Prévision (probabilité)	Pas de déterminisme possible	Libre choix (même limité)	Absurdité de l'univers
SYSTÈME - International - Supranational - National (État)	<i>Veut pour les 3 niveaux</i> Dieu, le destin, « Les lois de l'histoire », « la nécessité », « les cycles »	Matérialisme historique; équilibre des forces; théorie des systèmes; théories de l'équilibre	Des généralisations et sur les corrélations entre données	Soit ←	Sociologie historique; théories des jeux et simulations; théories normatives (ex.: rapports de force)	<i>Veut pour les 3 niveaux</i> Il n'y a pas ici d'ordre externe; l'ordre est une création de l'esprit ou il est artificiel
	SOUS-SYSTÈME « Acteur » collectif par ex.: coalition d'États-nations	Théories factorielles: biologique, environnementale, psychologique, sexuelle, structurelle, économique, socio-psychologique, etc.	Prédiction limitée du comportement collectif à court terme	Soit →	Théories de la prise de décision et du marchandage; jeux de stratégies; théories normatives; aspects uniques de l'histoire	Rien n'est déterminé
INDIVIDU	(Marx, Calvin, Hegel, Comte, Toynbee, Spengler)	Comportement peut être prévu à court et moyen terme (si la théorie est correcte)	Soit ←	Comportement non prédictible: connais- sance insuffisante ou libre-arbitre	Complicité et liberté de la personne; rôle de l'imagination, de la créativité, du jugement moral; calculs et mauvais calculs	
	Implications politi- ques selon les hypothèses	Si la théorie est con- sue, la politique sera ajustée « pour gagner »	On peut formuler une politique mais avec une confiance limitée dans les prédictions	Soit ←	Quoique les compor- tements ne soient pas prévisibles à aucun niveau, on peut les classer et fonder des choix rationnels	Choix individuel entre la soumission à un ordre externe illusoire et la rébellion; choix de son ordre propre
Alternatives à la guerre selon les hypothèses	Nullen en théorie	Très limitées	Possibilités limitées		Ouvertes; possibilités basées sur les utopies mais peu probables	Entièrement ouvertes mais aléatoires

Source : Inspiré de R.D. Givens et M.A. Nettleship (éds), 1976, *Discussion on War and Human Aggression*. The Hague: Mouton.

de sang, une razzia de bétail, et une expédition guerrière, la différence tient à l'ampleur des moyens, à l'étendue des solidarités mobilisées, mais les mécanismes sociaux et les attitudes psychologiques sont les mêmes... Aussi la guerre n'apparaît-elle pas encore dans ce contexte comme le type d'institutions qui régit les rapports de force entre états mais comme un aspect, parmi d'autres, des échanges interfamiliaux, une des formes que revêt le commerce entre les groupes humains, à la fois associés et opposés.

J.P. Vernant et al. 1968: 10-11

La stratégie de la guerre dans ces conditions n'est jamais isolée, elle est liée aux dimensions multiples du social et les causes de la guerre peuvent être les causes de la paix (ex.: le mariage). L'affrontement entre groupes se fait entre groupes liés par ailleurs et la fête est toujours là aussi en même temps, à la frontière des rapports pacifiques ou guerriers mimés par les rites dans les fêtes. C'est vrai entre groupes comme à l'intérieur des groupes. Et il y a toujours ce risque qu'un groupe en fête devienne une équipe pour la guerre.

...dans le moment même où le groupe, rassemblé à l'occasion de la fête, affirme son unité, les luttes rituelles traduisent les tensions sur lesquelles repose son équilibre, la confrontation entre les éléments divers dont il est constitué. La fête grecque n'implique pas seulement, entre participants, des attitudes de communion, la lutte est une de ses composantes sociales et psychologiques essentielles ... C'est à travers luttes et compétitions que le groupe fait l'expérience de sa solidarité *comme si, en lui, les liens sociaux se nouaient suivant les mêmes lignes que se dessine le jeu des rivalités.*

J.P. Vernant et al. 1968: 13

La guerre et le mariage restent liés. Si le mariage sépare les femmes des hommes rejetés vers la guerre, ce qui précède le mariage renvoie les garçons et les filles les uns aux autres. « Le mariage est à la fille ce que la guerre est au garçon ... aussi une fille qui se refuse au mariage, renonçant du même coup à sa féminité », se trouve-t-elle en quelque sorte rejetée du côté de la guerre pour devenir paradoxalement équivalente à un guerrier (p. 15, voir aussi à la page 16).

Mais la Cité fait disparaître la complémentarité de la guerre et du mariage. On se marie entre familles de la Cité, les échanges matrimoniaux restent enfermés dans les limites d'un seul État et la guerre s'exerce alors entre Cités, entre États. Le mariage devient chose privée et la guerre passe au sein de la politique de l'État. Le niveau d'application de la guerre a changé.

Mais la Cité, c'est l'assemblée des citoyens égaux en Assemblée, des guerriers égaux, « l'armée, c'est l'assemblée populaire sous les armes, la cité en campagne, comme inversement la cité est une communauté de guerriers, les droits politiques n'appartenant pleinement qu'à ceux qui peuvent à leurs frais s'équiper en hoplites » (p. 18). On est passé d'une aristocratie militaire au guerrier-citoyen et pendant une courte période on s'y tiendra. Très vite

cependant, les corps d'armée spécialisés réapparaîtront. Entre temps, le droit à l'égalité des citoyens est acquis et se maintient au niveau de l'État. Brève époque où s'observe comment l'émergence des droits est étroitement liée au modèle militaire (voir pp. 21-23)<sup>2</sup>.

Les valeurs aristocratiques et guerrières ne meurent donc pas avec la Cité; elles perdent leurs traits spécifiques, elles s'effacent dans la mesure même où c'est la Cité qui se fait tout entière aristocratie, élite militaire.

Pour que la fonction guerrière s'intègre dans la *polis* et disparaisse, il a donc fallu d'abord qu'elle s'affirme en son autonomie, qu'elle se libère de sa soumission à un type d'État centralisé, impliquant un ordre hiérarchique de la société, une forme « mystique » du pouvoir souverain. Alors pouvaient s'élaborer, au sein même des groupes guerriers, les pratiques institutionnelles et les modes de pensée qui devaient conduire à une forme nouvelle d'état, la *polis* étant simplement τὰ κοινά, les affaires communes du groupe, réglées entre égaux par un débat politique. Si dans sa famille, ses affaires privées, chaque Grec demeure hégémonique, comme un roi par rapport à ses sujets, dans la Cité, dans la vie publique, il doit se reconnaître un homme différent, isonomique comme le sont les combattants de la phalange qui, chacun à sa place, ont même part dans le combat. L'apparition avec la cité d'un plan proprement politique, se superposant aux liens de parenté, aux solidarités familiales, aux rapports hiérarchiques de dépendance, apparaît ainsi comme l'extension à l'ensemble de la communauté d'un modèle de relations égalitaires, symétriques, réversibles, qui s'est dans une très large mesure développé dans les milieux de guerriers.

Quand nous disons qu'à l'âge de la Cité, le politique absorbe la fonction militaire, cela signifie certes qu'il la fait disparaître mais aussi qu'il en prolonge dans ses institutions les pratiques et l'esprit.

J.P. Vernant et al. 1968: 29

Les perspectives ouvertes à la réflexion par les propos qui précèdent sont immédiatement entendues par les anthropologues familiers des sociétés sans État, qui passent à l'État ou refusent l'État. La situation grecque du VIIe au IVe siècle a bien des analogies pour l'essentiel avec celle d'autres peuples actuels dont rendent compte des anthropologues en Afrique, en Nouvelle-Guinée ou ailleurs.

Notre but était ici de relever un espace de réflexion qui émerge clairement, celui de l'ambiguïté des rapports entre l'armée, les droits des citoyens et citoyennes et l'État. C'est à ces frontières que nous voulons ici nous maintenir. On aura déjà compris que c'est à ces frontières que se situent probablement les enjeux principaux et le lieu même de la stratégie. On aura également compris que nous n'aborderons pas la guerre sans la stratégie et qu'une explication de la guerre par la violence ou l'agressivité des humains

---

<sup>2</sup> On n'oubliera pas dans le même volume, les articles de Marcel Detienne et de Pierre Vidal-Naquet.

ne suffira pas, pas plus que par ses fonctions économiques, démographiques ou autres.

Certes, on ne peut, par exemple, éliminer l'agressivité de toute réflexion sur la guerre sous prétexte qu'elle ne peut en être la cause. La guerre *implique* l'agressivité mais celle-ci, moins complexe que la guerre, ne peut l'expliquer. La logique *analytique* qui décompose un phénomène social complexe tend à chercher des causes plus simples que le phénomène à expliquer. Cela ne peut jamais marcher car le propre du complexe c'est précisément de ne pas être simple ni d'être une composition de choses simples. Une logique analytique qui décompose un problème en ses parties échappe le problème et ne retrouve que des *implications* à partir desquelles il est impossible de recomposer un phénomène complexe. L'explication par les fonctions ne vaut pas mieux : un phénomène social ne s'explique pas non plus par ses effets, il s'explique d'abord à son propre niveau. On peut toujours expliquer le simple par le plus complexe, jamais l'inverse<sup>3</sup>.

#### ☐ Limites des guerres et stratégies des citoyens : poser le problème

Il est très rare que l'on puisse conclure de l'analyse d'un phénomène social qu'il est seulement bon ou seulement mauvais ou bien, plus simplement, qu'il est connu. Toute analyse d'une quelconque production de l'espèce humaine est sans fin et nous mène de proche en proche à toutes les relations que ce phénomène entretient avec d'autres. Ce n'est que par une décision d'arrêter de connaître que l'on peut « conclure » au sujet de phénomènes « abstraitement » limités, empiriquement distinguables ou encore théoriquement exclusifs. Il faut laisser place à l'aléatoire et à l'imprévu. Pourquoi ?

Non pas seulement parce qu'on ne peut tout connaître ou que l'action humaine ne peut avoir prise sur toutes ses conditions, mais plutôt parce que toutes les actions ont des conséquences qui échappent largement aux intentions et à la conscience, conséquences qui s'inscrivent incessamment dans l'ensemble social et naturel dont elles font partie.

Personne ne choisit d'avoir une crise cardiaque, mais tant de comportements plus ou moins conscients ont des effets induits sur le corps et ce dernier, marqué, transforme le contexte de ces comportements et en arrive parfois à ruiner (par la mort dans ce cas, par exemple) la possibilité même de se comporter. Aucun spéculateur foncier n'a besoin, pour décider l'achat

---

<sup>3</sup> Expliquer le complexe par le complexe conduit à la logique *analogique*, logique qui se prête à plus de complexité mais qui conduit à une circulation incessante entre niveaux et privilégie le concept de *relation*. L'explication du complexe aura donc tendance à se présenter comme un nœud de relations impossibles à dénouer, on ne l'approche que par analogie. Il nous semble que seule l'approche analogique des rapports sociaux a suffisamment de complexité pour fonder et permettre des stratégies complexes adéquates au social.

de terrains au centre-ville, de connaître les conséquences qu'avec d'autres il entraîne en achetant très cher assez de mètres carrés pour construire des bâtiments de 20 étages pour rentabiliser son achat. Aucun ne prévoit les conséquences de la convergence des initiatives de ce genre dans une ville. On les constate plutôt lorsque des effets évidents et multiples se manifestent dans la vie des citoyens (changement des valeurs, redistribution de la population, pollution, etc.) jusqu'à former des contextes qui les marquent. L'aléatoire règne au niveau des conséquences des actions humaines qui s'inscrivent à tous les niveaux du réel (depuis l'imaginaire jusqu'à l'environnement naturel). Les actions humaines *impliquent* leurs conséquences inaperçues.

Il en va de même pour la guerre, qu'on la pense ou qu'on la pratique. Mais, il y a du nouveau sur la guerre depuis 20 ans : les armements nucléaires, chimiques et bactériologiques ont le pouvoir de supprimer la vie humaine sur terre. L'anthropologie n'a pas encore intégré ce fait à sa réflexion : on est pourtant brutalement rappelé à l'essentiel : si les conditions mêmes de la vie sont atteintes, il est totalement vain de miser sur l'après-guerre et, dans ce cas, on ne fait plus la guerre pour faire la paix, ce serait la paix des cimetières. On est rappelé à l'essentiel parce qu'il existe une vérité sans faille qui veut que les sociétés humaines dépendent de leur environnement naturel *et non l'inverse* : les sociétés humaines peuvent disparaître et la nature se maintenir mais si nos environnements naturels sont atteints au-delà d'un certain seuil, alors nous disparaîtrons sûrement. Il s'agit donc d'une *hiérarchie*, c'est-à-dire de niveaux différents où l'un dépend de l'autre *et non l'inverse* (sans quoi il n'y aurait pas de hiérarchie). On notera que le niveau *le moins complexe* est ici *logiquement* au sommet de la hiérarchie même s'il est clair que dans cet ensemble dont nous faisons partie, c'est le niveau le plus complexe, notre niveau, qui doit réguler cet ensemble (nous allons y revenir).

Nous sommes pris dans un piège redoutable. Après des siècles de conquête, disons de guerre, entre peuples, entre États, entre nous et la nature, entre citoyens, entre classes, nous arrivons au bout d'une époque avec bien des avantages pour certains mais plus grand-chose à conquérir et nos modes d'adaptation à l'ère de la conquête sont très inadaptés à l'avenir souhaitable.

Nous avons transformé (conséquences inaperçues de nos actions, impliquées par nos actions, qui s'inscrivent nécessairement dans l'ensemble à tous ses niveaux, que nous le voulions ou non) si massivement nos contextes (nous sommes très surpris d'ailleurs que ces contextes ne soient pas ceux que nous visions) qu'ils nous ont transformés, qu'ils forment à présent des contraintes telles qu'il faut s'y adapter à *court terme* alors que nous savons à présent que cette adaptation est désadaptative à *long terme*. Cette adaptation obligée à court terme va de plus en plus contre



l'espèce humaine à long terme, contradiction dont il faudra sortir si l'espèce humaine veut s'en sortir.

Inutile de prendre en bloc les gouvernants pour des imbéciles, ils le savent fort bien. Ils doutent de plus en plus que la productivité soit en soi supérieure. Un hectare de maïs en Saskatchewan produit à l'année 400 fois plus qu'un hectare de maïs récolté par les Iroquois d'il y a trois siècles et peut nourrir plus de personnes. Nous en sommes très fiers à bon droit mais pour combien de temps ? Et d'ailleurs, cette comparaison est-elle juste ? Non, elle l'est de moins en moins. Pourquoi ? Le coût de production pour produire actuellement 400 fois plus de maïs sur un hectare est plus de 400 fois plus élevé que pour produire la récolte d'un hectare de maïs chez les Iroquois du XVII<sup>e</sup> siècle : coût de l'investissement en capital (machinerie, usines pour les produire, matière première pour produire les machines, force de travail dans ces usines; engrais incessants et toute l'implantation d'usines chimiques pour les produire, etc.) et coût à moyen terme du développement de la pollution par accumulation de produits chimiques dans le sol et dans les cours d'eau ensuite, de la détérioration progressive des sols, de l'érosion des terres. Il faut donc douter de notre soi-disant productivité et, à long terme, quelle est en effet la forme de production qui durera le plus longtemps ? Certes, on répondra que notre productivité industrielle (l'agro-alimentaire) réussit à nourrir beaucoup plus de gens que les systèmes de production anciens. C'est évident, sauf que rien ne dit que l'accroissement de la population à nourrir est un bienfait. Mais c'est un fait, la population s'accroît et il faut la nourrir, c'est cela les obligations à court terme, c'est cela aussi nos problèmes à long terme (pas très long en fait). En 1980, il y avait aux États-Unis plus de 700 000 personnes dans plus de 1 100 entreprises, employées exclusivement à la recherche, au développement et à la production de systèmes d'armes. C'est cela l'adaptation à court terme (on ne peut quand même pas tout abandonner d'un seul coup !), c'est cela aussi l'accumulation de contraintes obligées à court terme qui sont nos problèmes à long terme.

Personne n'a voulu les pluies acides, elles produisent quand même leurs effets. On voit clairement les hésitations de M. Reagan : le coût d'arrêter la pollution à court terme est désastreux « économiquement parlant ». Mais vitalement parlant à long terme, qu'en penser ?<sup>4</sup>

Comment juger des opinions, des régimes politiques, des idéologies, des États ? Comment ici introduire des choix moraux ? Au fond le problème était beaucoup plus aigu autrefois. Les idéologies s'affrontaient, les opinions divergeaient et variaient sur tous les sujets, leur valeur en fin de compte

---

<sup>4</sup> Pessimisme écologique, diront certains qui se fient à la technique pour franchir une période difficile. Quel acte de foi dans la technique contraire à tant de faits accumulés ! Il ne s'agit pas de ne pas miser sur elle, mais la mise n'a de chances de gagner que dans une stratégie qui doit resituer les rôles de la technologie. C'est sa régulation qui est en cause, non sa seule présence.

tenait à leur adaptation à des états de *société*, à des contextes sociaux. On s'est même largement entredétruits entre sociétés et nos sociétés blanches ont été de loin les plus destructrices d'humains. Tout cela est interminablement commenté, débattu, rebattu et rien ne vient conclure sur qui a raison dans tout cela. Ou plutôt, rien ne peut à ce niveau permettre de conclure. Il me semble cependant que notre époque permet de conclure sur ce qui est bien et mal pour l'espèce humaine : c'est parce que nous comprenons mieux que jamais auparavant que les sociétés humaines et tout ce qui s'y passe sont *dépendantes* de leur environnement naturel que nous pouvons dire que les sociétés humaines sont mauvaises dans la mesure où leurs actions aboutissent à remettre en cause les conditions mêmes de leur survie. Elles ont développé un comportement inadéquat à leurs pré-requis d'existence, elles sont inadaptées, elles ont fait comme si elles ne dépendaient pas de leurs conditions d'existence même, à force de penser que l'environnement naturel était illimité. Elles ont renversé la hiérarchie dont nous parlions plus haut. Ce renversement est totalement imaginaire parce qu'il ne correspond pas à la réalité et la réalité s'impose de toute façon. Il faut donc s'adapter, non pas à des *états de société* mais à des états de l'ensemble *sociétés humaines – environnements naturels*, ensemble insécable sinon imaginairement. C'est le seul fondement en fin de compte des jugements de valeur à long terme.

Nos sociétés industrielles, en atteignant ces excès, ces dégâts, nous révèlent mieux que toute autre société nos conditions obligées. C'est en ce sens qu'il est plus facile qu'autrefois de diagnostiquer où se trouvent les risques majeurs et l'erreur massive de nos pratiques dominantes de société. Ce n'était pas si clair quand le danger n'émergeait pas aussi clairement.

Mais que deviennent dans tout ceci l'individu, la démocratie, les droits de la personne ? Si on s'en tient à un raisonnement adéquat aux conditions de l'espèce humaine vivante, on n'est pas du tout au niveau de l'individu et sa valeur ne va pas bien loin, ni celle de la démocratie. Que dire alors de l'individu et de la démocratie ?

Sur le principe, le droit a *progressivement* formulé l'égalité des citoyens devant la loi. Il a même souvent précisé ce principe en assurant une série de droits conséquents à cette pétition du principe. Il serait trop simple d'y voir le produit de l'évolution d'une logique, d'une réflexion, d'une idée de l'homme qui se serait raffinée avec le temps. L'histoire a bien des leçons à ce sujet. Sans entrer dans trop de détails, on peut se poser de très sérieuses questions sur l'origine de la démocratie et sur son développement. Il y a loin du principe à la pratique de la démocratie et bien des États se paient le luxe de Constitutions démocratiques (ex.: l'URSS) sans en avoir la pratique et tous les États, même les plus démocratiques, peuvent être pris en défaut.

Mais quel est le rapport entre ce principe de l'égalité des droits et la réalité sociologique et psychologique des individus ? Tous les individus sont différents et leurs compétences variées. Inscrits de façon diversifiée dans leurs sociétés, ils ne sont pas égaux ni psychologiquement, ni sociologiquement. À quoi alors rapporter ce principe ? À quelle réalité ?

La société offre normalement à ses citoyens une foule de services (coopération, protection, apprentissages variés, etc.). Il s'agit d'assurer en droit *l'égalité d'accès* des citoyens à ces services. Mais comment la société pourrait-elle produire des services variés à ses citoyens si ces citoyens n'avaient pas entre eux de multiples différences qui sont des *dominances* des uns sur les autres ? Nous en venons tous et toutes à être plus compétent(e)s, plus expérimenté(e)s, plus doué(e)s, plus habiles *sous certains rapports*, pour certaines choses, que d'autres citoyens ; c'est notre capacité même de rendre des services. Le problème, c'est d'empêcher que ces dominances tournent à la *domination* des uns sur les autres. La société, pour y réussir, doit tendre à mettre les dominances sous la régulation de la *coopération*, c'est-à-dire la capacité même de la société (je ne dis pas de l'État) de transmettre les services des uns aux autres. Non pas la domination qui régule la coopération, mais la coopération qui entretient des dominances pour avoir des services variés à transmettre.

On voit donc déjà un premier lien majeur se dessiner entre le *principe* de l'égalité et la *variété* sociologique et psychologique des citoyens. Il se joue sur le problème de *l'égalité d'accès* des citoyens aux services variés offerts dans les sociétés humaines.

Mais il y a plus pour fonder le principe de l'égalité des citoyens. Il faut ici revenir à l'histoire et aux niveaux de complexité et d'hierarchie que nous évoquions plus haut.

Roger Caillois a bien montré (1963) l'étroit lien entre le développement des droits démocratiques et celui des armées. Quand les citoyens sont égaux devant la loi, ils ont les mêmes droits mais aussi les mêmes devoirs et l'État qui leur reconnaît ces droits établit aussi sur eux les siens, notamment l'appel sous les drapeaux. C'est Napoléon qui lève la « Grande Armée » où les citoyens en masse sont appelés pour la défense de la Patrie et ses objectifs. Alain Joxe et Alberto Santos (voir ce numéro) montrent bien comment, dans la Rome de la 2e guerre punique ou en Angleterre élisabéthaine, on observe une curieuse relation entre l'extension du port d'armes et l'extension des droits démocratiques. Ils montrent aussi comment l'État qui a besoin de ses citoyens (pour se défendre, pour conquérir, pour maintenir son hégémonie, son pouvoir d'État) leur concède des droits pour éviter d'être remis en question. C'est que la démocratie n'a pas des origines très pures.

Mais peu importe l'origine de la démocratie, l'histoire fait émerger ici une dimension cruciale, non voulue au départ pour elle-même de cette manière (l'aléatoire !). On peut penser heureusement qu'une valeur de cette taille peut se maintenir et se développer quelles que soient ses conditions historiques d'émergence. Quelle est cette valeur ? Ou plutôt, en quoi les droits de la personne sont-ils si cruciaux pour l'avenir ? Non pas seulement parce qu'il faut défendre ce qui est menacé mais parce que l'individu dans son rapport quotidien vécu en société, *est le lieu le plus complexe* de l'ensemble société-nature dont nous faisons partie, le lieu où convergent le plus grand nombre de dimensions caractéristiques de cet ensemble, le lieu même où se vit d'abord, constitutivement, le rapport humain-nature et le rapport à autrui, *le lieu où se fondent les possibilités mêmes de la production de la variété nécessaire à l'espèce* dans l'ensemble dont elle fait partie.

C'est donc en raison des caractéristiques de l'espèce humaine qu'il faut assurer les droits individuels et le lien est direct entre les leçons de l'une et les droits de l'autre.

C'est aussi parce que la personne humaine dans son vécu et son action quotidienne est le lieu *le plus complexe* de l'ensemble qu'il faut lui assurer des droits fondamentaux<sup>5</sup>. Ceci est rempli de conséquences. En effet, toute autre partie du système d'ensemble est moins complexe, l'homme en société vit dans un registre de médiations diverses (c'est d'ailleurs cela une société) mais aucune d'entre elles (états, droits, institutions, famille, etc.) n'a de titre à régenter toutes les facettes de l'humain qui est le lieu des médiations les plus complexes. Le risque grave de l'État dans nos sociétés industrielles, c'est de ne pas apercevoir qu'il est moins complexe que les citoyens sur lesquels il exerce ses pouvoirs. L'État est par nature répressif, à moins de se mettre sous la dépendance des citoyens en leur assurant plus de droits qu'à lui-même. Nos sociétés sont très spécialisées et à ce titre développent de formidables expertises mais ces expertises ne couvrent pas, et de loin, la subtile complexité des citoyens qui les fondent. Le risque est d'inverser la perspective, le risque est de ne reconnaître des citoyens que les dimensions qui conviennent à l'État. L'État devient alors dominateur, il ne joue plus de rôle dominant (sous certains rapports), il est répressif et réduit les alternatives des citoyens et à la longue les siennes propres. Il s'adapte à ses contraintes au lieu de s'adapter à ses possibilités à long terme qui sont fondées sur ses citoyens<sup>6</sup>.

---

<sup>5</sup> Non, ce n'est pas l'État et sa gestion ; non, ce ne sont pas les rapports entre États qui sont les plus complexes. S'ils sont complexes, c'est bien à cause des citoyens qui les composent. La complexité de l'État ou de toute autre institution est due aux citoyens ; l'État comme appareil est simple, sa politique n'est complexe que parce qu'elle s'adresse à des êtres vivants.

<sup>6</sup> On commence à parler des « droits de la nature » ; il faut comprendre qu'il s'agit pour les citoyens d'avoir le droit que la nature continue à jouer son rôle de contexte nécessaire à la reproduction des citoyens vivants. D'où l'idée de « droits de la nature ».

*Il faut aussi laisser place à la contradiction* mais pas n'importe laquelle à n'importe quel niveau. La contradiction qui s'est installée de plus en plus entre les nécessités de l'adaptation à court terme et la désadaptation qu'elles entraînent à long terme, est inadmissible et doit être résorbée. Par contre, l'approche que nous tenons ici ne peut voir aucun défaut aux contradictions que développent des sociétés en changement ou des humains tout au long de leur vie. Elles sont même partie du jeu nécessaire au maintien de la « société » dont les humains ont besoin comme vivants, reproduisant et entretenant leurs alternatives possibles et leurs atouts adaptatifs à des contextes variés.

C'est dans ce cadre rapidement brossé que nous abordons historiquement le problème de la guerre comme pratique et de l'armée comme modèle. C'est à la critique de la guerre et de l'armée qu'il faut procéder. Adaptation à de longs siècles de conquête, elles ne le sont plus à notre époque où plus rien n'est à conquérir pour elles. L'armée est un modèle historique, elle organise ses troupes hiérarchiquement en vue d'objectifs précis à conquérir ou à défendre. En temps de guerre, elle promet souvent ses membres sur la base du mérite au combat. Elle assure salaire, division du travail et droits privilégiés. Elle intègre de nouveaux objets techniques et réajuste ses tactiques (parfois sa stratégie) et sa division du travail en fonction de celles-ci.

L'armée porte depuis longtemps l'essentiel des modèles qui seront ceux des entreprises et les entreprises portent des modèles de rapports sociaux qui tendent sans cesse à inspirer les modèles de gouvernement des sociétés. Nous sommes marqués par des modèles d'organisation qui trouvent leurs racines dans l'armée. On peut suivre à la trace cet envahissement du modèle militaire. Dans leur livre (1979), D'Arcy, Gilbert et Saez montrent bien dans leur premier chapitre (« la métaphore militaire ») la portée pratique de la figure obsédante de la guerre et de l'armée. C'est « lors du processus de colonisation qu'a émergé la notion de « politique sociale » » (p. 11) et l'État gère ses « équipements collectifs » en empruntant sa terminologie à la gestion des troupes. On en fait des « campagnes » ! On en porte des insignes et des uniformes ! On en veut du bien aux assistés sociaux ! On en est venu à transformer la « question coloniale » en « problème social » et la « question ouvrière » en « question sociale » (p. 30). On se paye même le luxe d'une stratégie de la « politique sociale » et donc du « contrôle social » par l'État. Les équipements collectifs visaient à humaniser la vie urbaine, ils ont eu tendance à jouer des rôles supplémentaires, par exemple normaliser, quadriller le territoire social, établir une société mobilisable.

Certes il est facile de critiquer, de « dévoiler » la domination de l'État et pour l'anthropologue ou le sociologue de plaider la concertation aux moments de crise risquant de reprendre à leur compte l'animation de la participation sociale devant la peur de l'anomie en se chargeant ainsi de régler les grandes peurs des États qui comptent tous sur les sciences sociales pour ne pas risquer les anómies redoutées.

Il faut miser sur les contradictions propres à tout système complexe. Les superpuissances peuvent bien s'affronter en soulignant leurs différences idéologiques, elles savent aussi que des accords économiques réciproquement avantageux les contraignent à mettre une sourdine à leurs affrontements verbaux. Tant que chacune a l'espoir d'une victoire décisive (politique, économique et militaire), les stratégies d'affrontement travailleront à ces trois niveaux quelles que soient les contradictions entre eux et le jeu restera réglé par des objectifs de conquête et de victoire. Aucun des acteurs ne peut alors intégrer à sa stratégie l'idée des alliances avec des ennemis susceptibles de stopper les objectifs de la conquête. C'est évidemment très dangereux. Il ne faut pas souhaiter de vainqueur, quel qu'il soit, dans ce genre d'affrontement.

Appelons la guerre toute relation destructrice des relations entre les humains et la nature, ou entre les humains eux-mêmes, ou de l'humain à lui-même. Il faudrait évidemment préciser « destructrice » dans cette définition. Destructrice des relations et donc destructrice des « parties liées ». Impossible d'isoler les humains de la nature et les humains des autres humains. Par ailleurs, pas question d'inventer ces relations, elles sont d'abord données avant d'être jouées. « Destructrice », c'est quoi ? Non pas nécessairement cause de « changements » ou de « transformations » des relations, mais au-delà de certains seuils ces « transformations » sont destructrices. Quand ? Lorsque ces transformations aboutissent à la remise en cause des conditions mêmes du maintien des relations.

Donc, pas question de définir la guerre seulement comme un acte de l'État ou comme l'exemple le plus typique de la violence. La guerre est une *relation* caractérisée et régulée par la volonté de conquérir, de dominer, de détruire. En ce sens, on l'observe, partout : guerre à la nature, guerre entre citoyens, guerre aux femmes, guerre à soi-même, guerre entre groupes, guerre entre États. À la limite risque de guerres civiles partout et destruction des médiations entre citoyens.

La stratégie des citoyens doit donc viser les médiations, stratégie de la mobilité, stratégie complexe surtout. Il serait trop facile, par exemple, de viser l'État, *parce qu'il est un État*, c'est sur la qualité de l'État comme médiation entre les citoyens qu'il faut agir<sup>7</sup>. Un État qui médiatise de moins de moins en moins est un État de plus en plus répressif, il ne médiatisera que si les citoyens l'investissent pour qu'il reste sous leur dépendance ultime.

---

<sup>7</sup> C'est parce que la guerre devient une guerre entre États seulement qu'elle est devenue très dangereuse, et c'est récent. Depuis longtemps certes, il y a des guerres entre États mais il fallait toujours passer par les unités de combattants et l'occupation des territoires. Le développement des armements atomiques peut rendre caduque la guerre des combattants. Les missiles feront le travail essentiel, et en peu de temps, et les États entre eux peuvent s'entredétruire sans que personne ne bouge de sa caserne. C'est nouveau et rempli de conséquences.

## ▣ L'anthropologie dans la stratégie

Dans un livre très connu, Bigelow (1969) a présenté une thèse paradoxale dont il n'est pas sorti. Il a brillamment montré que la guerre dans l'histoire de l'humanité a provoqué les regroupements humains les plus coopératifs. Il voit dans la guerre les sources mêmes de sa propre disparition, elle aurait été l'accoucheuse de la valeur la plus nécessaire à toute vie sociale : la coopération et ses conséquences. La guerre a dans l'histoire de l'humanité joué le rôle d'une force sélective très puissante, fondatrice des groupements humains.

L'essentiel de cette thèse est que la capacité d'apprendre la coopération fut en fait favorisée par la force de sélection de la guerre. Les qualités humaines « les plus hautes » ont été appelées par les qualités humaines « les plus basses » avec une telle force et une telle constance que la taille du cerveau tripla très rapidement. La coopération exige de communiquer. La communication se fait par signes et symboles et la pensée symbolique est un pré-requis à des mathématiques plus complexes. Il y avait une puissante raison *biologique* d'aimer ses voisins : c'est le plus sûr moyen de défense contre la *haine* des étrangers. Dans ces conditions, la Règle d'or apparaît tout naturellement. Les voisins devenant plus nombreux et l'ampleur de la coopération sociale s'étendant, la Règle d'or tend à embrasser la terre entière. C'est pourquoi la guerre contient en elle-même les germes de sa propre destruction (notre traduction).

R. Bigelow 1969: 19-20

Bigelow concède que nos qualités coopératives ont quelque chose à voir avec notre férocité (p. 3) et se demande si nous sommes capables d'une coopération globale et universelle sans conflits (p. 253). Mais il parie sur une mystérieuse alchimie qui soudain placerait la coopération (la Règle d'or) à la première place aux yeux des sociétés. Comment croire un instant que la coopération (certes évidente et nécessaire) dont on nous parle ici puisse soudain devenir valeur centrale ? Cette coopération dans la guerre, dans la production de guerre, a été et reste sous le contrôle de la domination et de la compétition; tout aboutit alors au contraire de la coopération qui n'est plus alors que le fait de groupes en conflits compétitifs. Il faut certes inverser les valeurs et mettre la compétition sous le contrôle de la coopération, mais une aussi longue tradition de domination et de compétition (l'ère de la conquête dont parle A. Wilden dans ce numéro) ne se dégrade pas ainsi sur de simples souhaits.

Mais l'anthropologue peut-il échapper au jeu des sociétés dont les principales régulations restent encore fondées sur la guerre et la conquête, sur la compétition qui s'attribue les valeurs de la coopération ? C'est ici que se joue pour lui son rôle dans la stratégie des groupes de citoyens qui veulent sortir des sociétés bloquées (voir, par exemple, Nash 1981). Ici doit jouer à plein l'expérience de l'anthropologue.

Il y a 20 ans, M. Mead avait indiqué la chance de l'anthropologie d'informer les débats actuels. Ses propos et son programme restent pertinents. Que disait-elle ? Les sociétés industrielles, et de plus en plus toutes les sociétés, sont étroitement liées par l'économie, par les moyens de communication. Elles forment un ensemble de sous-ensembles en redéfinition constante. Mais le système est bloqué tant que chaque société souveraine conçoit *son identité* comme spécifiquement liée au territoire qu'elle contrôle, à l'idéologie qu'elle défend et dont elle s'attribue la production.

Si l'on se tourne vers l'avenir, on peut trouver dans les sociétés insulaires des modèles très utiles à notre développement futur, particulièrement dans ces îles dont les formes culturelles émergent suite à des périodes d'intenses contacts et d'interactions entre les groupes et qui plus tard établis sur des îles isolées développèrent des variantes spécifiques de ces formes. Dans les circonstances présentes d'une civilisation mondiale en développement, l'étude des cultures insulaires d'îles isolées devient une source d'inspiration nouvelle pour créer des systèmes sociaux appropriés à la situation actuelle de l'homme sur la terre (notre traduction).

M. Mead et R. Métraux, in Elton B. McNeil (éd.) 1965: 132

L'anthropologie est déjà adaptée aux problématiques nécessaires à notre époque. M. Mead prend le modèle des sociétés mélanésiennes (on aurait pu prendre des cas africains, néo-guinéens, américains des Basses-Terres d'Amérique du Sud, australiens, etc.) pour montrer qu'il n'y a pas moyen de les penser sans tenir compte de l'ensemble des sociétés en rapport dans les îles de la Mélanésie. On y observera que l'identité de chacune est largement tributaire de ses rapports avec les autres. Nous avons là des modèles complexes aptes à promouvoir la réflexion anthropologique sur les sociétés actuelles dont les identités se construisent autrement que sur des patrimoines, ne correspondant ni à ce qui s'est passé dans l'histoire ni à la réalité des rapports actuels entre les sociétés. Le risque majeur des identités imaginaires est alors très élevé et l'adéquation de nos réflexions à la réalité de ces rapports entre groupes humains est faible. « It was becoming clear, in fact, that this planet has become an island society » (M. Mead et M. Métraux 1965: 132).

La réflexion des anthropologues ne va pas dans le sens qu'indiquent de nombreux pacifistes qui ne voient les chances de la paix que dans l'émergence d'un gouvernement mondial, sorte de sinistre super-État. Rien ne peut fonder une aussi imaginaire ambition et c'est penser dans le sens du maintien des États actuels que d'en prévoir un « super-one ». C'est faire équivaloir la paix au triomphe de la production et à la normalisation des rapports sociaux, et c'est précisément cela qu'il faut mettre en cause. La voie indiquée par les propos de Margaret Mead et de Rhoda Métraux n'est pas celle-là. Elles nous convient à une toute autre analyse des rapports entre sociétés sur la planète, elles misent sur l'expérience de l'anthropologie et défendent bien l'adéquation de l'anthropologie à la réalité actuelle. Il faut évidemment aller plus loin mais l'avantage principal de leur proposition



est sa complexité et la possibilité d'y fonder des stratégies moins grossières. Ou plutôt, disons-le, les stratégies nécessaires aux situations actuelles ont besoin de ce genre de vision des rapports entre sociétés.

Elles ont l'avantage d'être beaucoup plus sensibles aux médiations transformatrices des rapports entre sociétés, entre citoyens, entre sociétés et citoyens et entre citoyens et environnement naturel. Ce type de pensée ouvre aux stratégies appliquées aux médiations.

## ☐ En guise de conclusion

Reprenant A. Wilden, nous faisons l'hypothèse, pour nous confirmée à coup sûr, que l'ère de la conquête est terminée. Le mode de production industriel capitaliste ou capitaliste d'État, qu'il soit russe ou américain, est cohérent avec des sociétés guerrières et le progrès est souvent conçu sur le modèle de la victoire militaire par des armées d'entreprises dont les modèles règlent les contraintes des rapports sociaux quotidiens. Autrement dit, pour reprendre l'expression de A. Joxe (1979), le mode de production est en train de se transformer en « mode de destruction ». Les problèmes de la survie sont posés, l'environnement est limité, et il n'y a pas de croissance indéfinie possible pour un mode de production guerrier.

Les contraintes accumulées par des siècles d'histoire nous obligent à des adaptations à court terme, soit, mais ce court terme n'a rien à proposer à l'avenir. Aux citoyens revient le soin des stratégies nouvelles.

Ils sont allergiques à la conquête mais les États sont en retard sur leurs citoyens<sup>8</sup>. Autant les États sont forts quand il s'agit de mobiliser pour conquérir, contrôlant si possible de grandes masses démographiques sur de grands territoires, autant quand il n'y a plus de conquête à l'horizon, sinon dévastatrice, les États devraient se concevoir comme une médiation entre les citoyens en vue de l'implantation progressive d'une société où la compétition serait réglée par la coopération et non l'inverse, en sachant qu'à terme des rapports sociaux ouverts, au-delà des idéologies qui dominent grâce à la contrainte, transformeraient les identités devenues transactionnelles et non conformes aux canons de l'État.

---

<sup>8</sup> Dans leur célèbre étude, *The American Soldier*, Stoffer et al. (1949) ont bien montré depuis longtemps que pendant la Seconde Guerre mondiale (cela s'est confirmé pour la guerre du Viet-Nam) les soldats ne combattaient pas pour des raisons idéologiques (la démocratie, la liberté, la maison, la famille, etc.) mais pour des raisons de référence au groupe immédiat au combat (ne pas avoir honte de sa conduite, s'entraider). L'époque où l'on partait à la guerre en chantant est terminée. D'ailleurs depuis toujours la fin des guerres est partout célébrée avec plus de joie que leur déclaration.

Les chances de l'avenir sont du côté des citoyens et l'heure est aux stratégies nouvelles appliquées à des médiations à retrouver. Les anthropologues prétendent avec d'autres percevoir les conditions nécessaires à ces renouvellements et s'inscriront aux débats et pratiques<sup>9</sup>.

## RÉFÉRENCES

BATESON G.

- 1946a « The Pattern of Armaments Race, part I : an Anthropological Approach », *Bulletin of the Atomic Scientists* 2, 5-6: 10-11.  
1946b « The Pattern of Armaments Race, part II : an Analysis of Nationalism », *Bulletin of the Atomic Scientists* 2, 7-8: 26-28.  
1947 « Atoms, Nations and Cultures », *International House Quarterly* 11, 2: 47-50.

BAZIN J. et E. Terray (éds.)

- 1982 *Guerres de lignages et guerres d'États en Afrique*. Paris: Éditions des Archives Contemporaines.

BIGELOW R.S.

- 1969 *The Dawn Warriors : Man's Evolution Toward Peace*. Toronto: Little, Brown.

CAILLOIS R.

- 1963 *Bellone ou la pente de la guerre*. Bruxelles: Renaissance du Livre.

D'ARCY F., C. Gilbert et G. Saez

- 1979 *Nouvelles hypothèses sur l'action socio-culturelle*. Saint-Martin d'Hères: C.E.R.A.T., Institut d'Études Politiques.

JOXE A.

- 1979 *Le rempart social. Essai sur l'impérial-militarisme*. Paris: Éditions Galilée.

MEAD M.

- 1937 *Cooperation and Competition Among Primitive Peoples*. New York: McGraw Hill.  
1942a « The Comparative Study of Culture and the Purposive Cultivation of Democratic Values »: 59-69, in L. Bryson et L. Finkelstein (éds.), *Science, Philosophy and Religion*, New York.  
1942b « Educative Effects of Social Environment as Disclosed by Studies of Primitive Societies »: 48-61, in *Environment and Education : A Symposium*, Supplementary Educational Monographs no 54. Chicago: Chicago University Press.  
1962 *The Participation of Anthropologists in Research Relevant to Peace*, Manuscrit préparé pour le Center for Research in Conflict Resolution et l'American Anthropological Association.

---

<sup>9</sup> On aura noté que cet article s'est inspiré du débat ouvert dans ce numéro par la deuxième partie (Penser la stratégie) de l'article de A. Wilden. Je souhaitais entre autres examiner comment l'anthropologie pouvait à sa manière reprendre ce débat en utilisant plusieurs des notions défendues par Wilden. Je ne veux pas terminer sans remercier Mikhael Elbaz d'avoir lu, commenté et discuté cet article; ses suggestions m'ont contraint à un minimum de clarté.

- MEAD M. et R. Métraux  
1965 « The Anthropology of Human Conflict » : 116-138, in Elton B. McNeil (éd.),  
*The Nature of Conflict*. Englewood Cliffs, N.J.: Prentice-Hall.
- NASH M. (éd.)  
1981 *Progress as if Survival Mattered. A Handbook for a Conserver Society*. San  
Francisco: Friends of the Earth.
- STOUFER et al.  
1949 *The American Soldier*. Princeton: Princeton University Press.
- VERNANT J.P. et al.  
1968 *Les problèmes de la guerre en Grèce ancienne*. The Hague: Mouton.

### L'ARMÉE EST UN MODÈLE

*« Mieux que n'importe quoi, l'histoire de l'armée illustre la justesse de notre conception au sujet de la connexion entre les forces productives et les rapports sociaux. En général, l'armée est importante pour le développement économique. Ainsi, chez les Anciens, le salaire fut d'abord complètement développé dans l'armée. De même chez les Romains, le peculium castrense fut la première forme juridique qui reconnut la propriété meuble de ceux qui n'étaient pas pères de famille. De même, les jurandes dans la corporation des fabri. On y trouve, en outre, la première utilisation de la machinerie en grand. La valeur particulière des métaux et leur utilisation monétaire semblent à l'origine – sitôt que l'âge de pierre de Grimm est révolu – reposer, elles aussi, sur une fonction guerrière. Enfin, la division du travail au sein d'une même branche a été réalisée tout d'abord dans les armées. On y trouve résumée de manière frappante toute l'histoire de la force de la société bourgeoise ».*

Source : K. Marx, *Lettre à Engels du 25 septembre 1857*.